

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 22 NOVEMBRE 2005

N° 322 PRIX 0,60 Euros



IMMIGRATION

UNE NOUVELLE VAGUE DE VIOLENCE

A SOUFLÉ DANS LES BANLIEUES

SOMMAIRE AU VERSO

Editorial

Page 3

Sommet de Bamako: il y a de l'argent pour le prestige...

Page 5

Le président sénégalais face au dilemme de l'extradition de l'ex-dictateur Habré

Page 7

Côte d'Ivoire: malgré les lois, l'excision continue de faire des victimes

Page 9

Ethiopie: le gouvernement réprime violemment l'opposition

Page 10

Famine et malnutrition pour la majorité

ABONNEMENTFRANCE:

1 an : 14 euros

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

IMMIGRATION

UNE VAGUE DE VIOLENCE A SOUFLÉ DANS LES BANLIEUES

Deux jeunes de la ville de Clichy-Sous-Bois en banlieue parisienne sont morts électrocutés après s'être réfugiés dans une cabine de transformateur électrique de l'EDF. Ils cherchaient à fuir un contrôle d'identité de la police.

Celle-ci multiplie le nombre de descentes dans les endroits fréquentés par les jeunes des quartiers défavorisés. L'attitude de la police trouve des encouragements auprès de Sarkozy, ministre de l'Intérieur. Celui-ci multiplie les insultes à l'égard des jeunes en les traitant de "racaille" ou "voyous" qu'il faut "nettoyer les cités au kärcher".

La mort de ces deux jeunes a déclenché une vague de violence d'abord dans les cités de Clichy, ensuite dans d'autres quartiers populaires. Plusieurs villes de France ont été le théâtre d'émeutes semblables. Le nombre de voitures brûlées se comptait par milliers. A cela il faut ajouter l'incendie de nombreux autocars de transport en commun, de gymnases de sport et d'écoles.

Ces voitures qui ont brûlé autour des cités HLM appartenaient à ceux qui y habitent c'est-à-dire aux parents et aux proches de ceux-là même qui y mettaient le feu. Les écoles qui sont détruites sont celles qu'une partie de ces jeunes ou leurs petits frères et soeurs fréquentent.

La vie, habituellement très dure dans les quartiers pauvres, deviendra encore plus invivable après cette vague de violence. Elle aura détruit le peu d'infrastructure parfois acquise par la lutte des habitants des cités. Cette violence destructive raréfie encore davantage le nombre de bus de transport en commun qui desservent les lieux. De tels actes témoignent de la part de ceux qui la pratiquent une absence de conscience sociale et de solidarité.

Les gouvernements qui se sont succédé ont laissé les cités des banlieues ouvrières dans la misère et l'abandon. La vie s'y est dégradée en même temps que la condition ouvrière dans les entreprises s'est dégradée. La politique des gouvernements successifs a consisté à laisser les patrons licencier le personnel. Elle a consisté à laisser imposer des bas salaires et des conditions de travail démentes. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi en CDI et n'ont plus droit qu'à un emploi précaire sous la forme de CDD (contrat à durée déterminée) ou à un travail en intérimaire.

Pour les patrons, seuls les profits comptent et les gouvernements qui se sont succédé se sont contentés de leur accorder toutes sortes de subventions pour les laisser s'enrichir toujours plus au détriment des travailleurs de ce pays, qu'ils soient français ou immigrés.

C'est pourquoi il est indispensable et urgent que les travailleurs montrent qu'ils sont en colère, qu'ils sont nombreux à refuser cette politique. Un tel mouvement peut trouver l'oreille de certains jeunes et leur donner goût à la lutte pour un monde meilleur.

SOMMET FRANCO AFRICAIN A BAMAKO

IL Y A DE L'ARGENT POUR LE PRESTIGE MAIS PAS POUR LES BESOINS DE LA POPULATION

En vue du 23^{ème} sommet franco africain qui se tiendra cette année à Bamako, les 3 et 4 décembre prochain, Claude Chirac, la fille du président français et en même temps sa conseillère en communication, s'est rendue dans la capitale malienne pour vérifier si tout était prêt pour la cérémonie. On apprend que le gouvernement français a versé à l'Etat malien une somme de 3,279 milliards de F Cfa pour la réalisation d'un certain nombre de travaux en vue de cette prochaine cérémonie entre le dirigeant de l'ex-puissance coloniale et ceux de ses ex-colonies. Le Palais des congrès a été rénové, une nouvelle salle de 300 places a été construite de même qu'une salle polyvalente destinée à la presse. L'aéroport de Bamako a aussi subi des travaux comme l'agrandissement du parking des avions et autos pour accueillir les délégations. Le salon présidentiel de l'aérogare a été refait à neuf, etc.

C'est sûr que le centre ville de Bamako, et plus particulièrement les axes que les cortèges emprunteront pour venir jusqu'au palais des congrès puis vers les hôtels seront un peu plus propres que d'habitude. Mais cette somme aurait pu servir à quelque chose de plus utile et surtout de plus urgent pour la population si les dirigeants étaient quelque peu soucieux des besoins de celle-ci. Il y a trois mois, une famine avait sévi dans certaines régions du Mali suite à l'invasion des criquets puis à 'une mauvaise récolte. Beaucoup de personnes ont souffert, certaines sont mortes car les aides n'arrivaient pas à temps ou en quantité suffisante. Il est de notoriété publique que la ville de Bamako manque cruellement d'infrastructures en matière d'évacuation des eaux usées; l'électricité est fréquemment coupée, les routes sont en mauvais état et le transport en commun anarchique;

les hôpitaux publics manquent de matériel et de médicament, les écoles publiques sont dans un piteux état. Les plus de trois milliards engloutis dans des travaux de prestige auraient pu servir à soulager quelque peu les

souffrances des plus démunis plutôt qu'au confort personnel de ces messieurs qui viennent faire leur blabla rituel sur la "démocratie", le "développement durable", les "droits de l'homme", etc.

M A L I

ÉPIDÉMIE DE FIÈVRE JAUNE A KAYES IL Y A RISQUE D'HÉCATOMBE

Les autorités maliennes ont confirmé l'existence d'une épidémie de fièvre jaune dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali. Selon les chiffres fournis par les autorités, 14 décès ont déjà été signalés entre le 7 et le 27 octobre. Quelques jours auparavant, la ville de Tambacounda au Sénégal, avait confirmé un cas de cette même maladie. D'autres cas ont été signalés dans le sud-est du Burkina Faso. Les responsables de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) ne savent pas encore si des liens existent entre ces épidémies dans différentes régions. Ils confirment par ailleurs que dès le mois d'août 10 cas mortels ont été constatés dans la région forestière du Fouta Djalon, au sud-est de la Guinée.

La fièvre jaune est une maladie très grave qui se répand vite. Une fois qu'une personne a contracté le virus il y a peu de chance de la guérir. La meilleure manière de la combattre est la vaccination massive des populations de la région touchée ou susceptible d'être contaminée. Ce qui est sûr, c'est que si une campagne de vaccination n'est pas engagée d'urgence, l'épidémie gagnera du terrain et ce sera alors plus difficile de la combattre.

Pour ce qui concerne les autorités maliennes, elles ont trouvé plus de trois milliards de francs Cfa pour préparer le prochain sommet franco africain. En revanche, elles attendent que les vaccins tombent du ciel pour venir au secours de la population menacée de mort.

CINQ ANS APRES LA PRIVATISATION DE L'ÉLECTRICITÉ, L'ÉTAT MALIEN EST CONTRAINT DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE

Cinq ans après avoir cédé l'Electricité du Mali (EDM) à des groupes privés, l'Etat malien redevient, malgré lui, majoritaire dans la composition du capital de cette entreprise. Il y a cinq ans en effet il avait procédé à sa privatisation. Le groupe SAUR

international (une filiale du capitaliste français Bouygues) s'était vu attribuer 39 % des actions tandis que IPS, un groupe appartenant au milliardaire Aga Khan, était le deuxième partenaire privé. L'Etat malien devenait minoritaire avec 40 %.

Aujourd'hui, après le retrait de la SAUR, l'Etat malien possède 66% et le restant à IPS. Les raisons du retrait de SAUR sont obscures. Les dirigeants maliens ne sont pas très bavards sur ce sujet. Selon certains commentateurs de la presse africaine, le groupe SAUR est sorti d'EDM à la suite d'un désaccord avec le gouvernement malien qui lui aurait refusé une augmentation des tarifs de l'électricité. Ce qui est sûr c'est que cette entreprise n'a jamais investi dans le développement de l'électrification du pays ni dans l'amélioration des ses infrastructures dans la capitale, comme elle s'y était engagée lors de la privatisation. Elle s'était contentée d'encaisser les recettes tout en demandant à l'Etat de financer les grands travaux qui étaient en principe de sa responsabilité. La situation s'est tellement dégradée que les coupures d'électricité sont devenues monnaie courante à

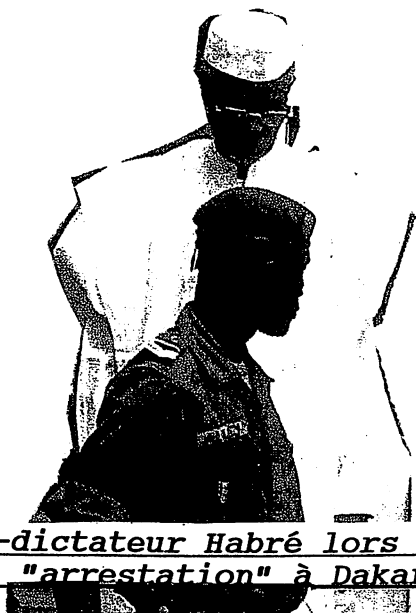
Bamako.

Un certain nombre de hauts cadres maliens sont visiblement contents du fait que l'Etat malien soit redevenu majoritaire car c'est lui qui désignera une grande partie des directeurs de cette entreprise. Du coup, il y aura à manger pour quelques "pistonnés".

Aujourd'hui c'est à l'Etat malien qu'incombera la charge des investissements. La moindre des choses c'est que la SAUR rembourse à l'Etat malien la somme qu'elle aurait dû investir au cours de ces cinq dernières années. Mais cette question n'est même pas à l'ordre du jour. Quant à IPS qui est devenu dès lors le principal actionnaire à côté de l'Etat malien, il se contentera de "gérer" et d'encaisser sa part de recette. Les seuls perdants dans cette affaire sont les petits contribuables et les petits usagers maliens. La facture risque d'être très salée pour eux.

LE PRÉSIDENT SÉNÉGALAIS FACE AU DILEMME DE L'EXTRADITION DE L'EX-DICTATEUR TCHADIEN

L'ancien dictateur tchadien, Hissène Habré, réfugié au Sénégal



L'ex-dictateur Habré lors de son "arrestation" à Dakar

depuis sa chute en 1990, est-il en passe d'être extradé vers la Belgique pour y être jugé? Le gouvernement sénégalais semble plutôt hésitant. Il est ballotté entre son engagement pris en accord avec l'ensemble des dirigeants africains qui veulent qu'un ancien chef d'Etat africain, même une fois déchu, bénéficie d'une immunité à vie, et la pression d'une certaine opinion publique en Europe, notamment celle qui soutient les victimes de l'ancien bourreau de N'Djaména. Pour ne pas mécontenter les uns et les autres, il a annoncé à la presse que Habré a été "arrêté". On apprend en même temps qu'il n'a pas été conduit en prison mais gardé bien tranquillement dans un hôpital où il bénéficie de toutes

les commodités. Le président sénégalais a déclaré qu'il allait consulter les dirigeants de l'Union Africaine avant de signer un éventuel décret d'extradition.

Mais pendant ces longues années passées au Sénégal, Hissène Habré n'est pas resté bras croisés en attendant son sort. Avec les milliards qu'il a détournés des caisses de l'Etat tchadien, il a constitué un magot qui lui a permis d'arroser tout un réseau de soutien au Sénégal et ailleurs. C'est ainsi qu'un mouvement de soutien est né au Sénégal. Il y figure des grands marabouts, d'anciens ministres, un colonel de gendarmerie, un journaliste, un

ancien ambassadeur ainsi que des notables de tous genres sans compter les avocats qu'il a engagés pour sa défense. Il n'est pas impossible qu'il ait arrosé des membres du gouvernement actuel voire l'entourage proche de Wade. C'est dire que le cas Habré ne constitue pas seulement un cas de conscience pour le président sénégalais mais une question épineuse. Cela expliquerait ses louvoisements. Mais le dernier mot, pour l'extradition ou non, reviendra sans doute à l'impérialisme français. Rappelons que ce sont les dirigeants français qui avaient en son temps demandé à Diouf, alors président du Sénégal, de recevoir ce colis devenu aujourd'hui encombrant pour Wade.

T C H A D

NOUVELLE TENTATIVE DE COUP D'ETAT CONTRE LE RÉGIME DU DICTATEUR DEBY

Des opposants qui se sont retranchés à l'Est du Tchad, à la lisière de la frontière du Soudan ont tenté le 15 novembre dernier de renverser le régime du dictateur Idriss Déby. Ces opposants pour la plupart appartiennent à la même ethnie que Déby. Ils exigent son départ pur et simple.

Avec cette nouvelle revendication, ces rebelles semblent avoir changé leur objectif qui était d'en découdre avec le pouvoir de Khartoum. Pour ce faire, ils avaient demandé à Déby de les aider. Celui-ci leur avait donné des armes avec des munitions et même, paraît-il, une importante somme d'argent. Mais, estiment ses frères rebelles du Darfour, ce n'est pas suffisant; ils l'accusent de vouloir traîner les pieds.

Déby, lui, a opté plutôt pour une solution politique; il s'est en effet mué en médiateur entre

les rebelles et le gouvernement de Khartoum. Après plusieurs rencontres entre les deux camps, aucun accord n'a été signé; les négociations ont échoué. Les rebelles, mécontents de cet échec, se sont retournés contre leur frère Déby. C'est ainsi qu'en mai dernier, ils avaient tenté, en vain, de s'emparer du pouvoir à Ndjaména. L'affaire finit par un arrangement secret entre Zaghawas: il y eut quelques arrestations et des mutations des postes administratifs.

Cette fois, du moins pour le moment, Déby hésite à lancer son armée contre ces opposants qui venaient de rater leur coup. Et pour cause. Le 21 octobre dernier, l'armée loyaliste avait réussi à encercler ces rebelles. Déby avait ordonné que l'on les extermine mais sa garde présidentielle avait refusé d'obtempérer: "ce sont nos frères, on ne va pas tirer sur eux". En courroux, Déby avait démis de leurs fonctions des chefs

militaires de cette garde présidentielle mais gardé le reste.

Les habitants, ceux de Ndjaména en particulier, disent que ces tentatives ne les regardent pas; que c'est une lutte entre Zaghawas. Mais en fait ils

subissent les conséquences des affrontements. Dans la plupart des cas, ce sont eux qui en font les frais: à chaque fois des morts, des blessés; des fuites de la capitale pour se réfugier ailleurs, notamment à Kousséri au Cameroun.

CÔTE D'IVOIRE

MALGRÉ LES LOIS, L'EXCISION CONTINUE DE FAIRE DES VICTIMES !

Les mutilations sexuelles sont une forme parmi les plus brutales de l'oppression et du mépris que de nombreuses femmes subissent.

En Côte d'Ivoire, les autorités ont pondu des lois qui condamnent cette pratique. Mais nous savons tous qu'une simple loi votée ne peut suffire à enrayer ce fléau. Il faudrait une sensibilisation de masse et une campagne d'éducation. Et en cas de besoin, il faut même contraindre par la force les récalcitrants. Au lieu de cela, on vote des lois et rien.

C'est vrai qu'il y a des

organisations non gouvernementales qui s'élèvent et militent contre l'excision des femmes ; mais leur action face à ce grand problème est une goutte d'eau dans le désert. Le 17 novembre, l'une de ces ONG a réussi à faire "déposer le couteau" à 70 exciseuses, dont 2 hommes, qui sévissaient dans la commune d'Abobo en plein Abidjan. Ce qui veut dire que la situation dans les campagnes est encore plus scandaleuse.

Voilà encore un mal que les hommes politiques condamnent, mais n'élèvent guère la main contre. Comme quoi pour nos politiciens, les paroles se suffisent à elles-mêmes.

LES EPLUCHEUSES D'ABOBOTE L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN

Les populations de certains quartiers populaires d'Abidjan ne connaissent plus le bonheur de vivre. Chaque jour, elles luttent pour survivre. C'est le cas de certaines femmes, de surcroît, "déplacées de guerre" qui, pour pouvoir "allumer le feu à la maison", parcourent des kilomètres à la recherche de petits boulots.

Dans le sous-quartier d'Abobo appelé Aboboté, les femmes se sont spécialisées dans la fabrication

de l'attiéké. C'est une activité pénible et très mal payée. Elle consiste à éplucher les tubercules qui servent à la production de la farine de manioc pour la fabrication de "l'attiéké". Les femmes qui viennent offrir leur service, restent assises au soleil pendant dix à douze heures pour obtenir 500 francs et, plus pour celles qui sont rapides.

En effet, leur gain (salaire journalier) est fonction du nombre

de cuvettes d'environ 100 litres remplies. Selon une éplucheuse, depuis qu'elle fait ce travail, jamais elle n'a obtenu plus de 2000 francs CFA par jour. Cependant elle vient chaque jour très tôt pour repartir très tard. Et elle ajoute : " je viens ici parce qu'il n'y a rien d'autre à faire". Une autre affirme qu'elle le fait avec ses enfants qui ne sont pas scolarisés pour obtenir un peu plus pour le repas du soir.

C'est triste de constater qu'il existe, encore au XXI^e siècle, des personnes qui rentrent à la maison après une journée de dur travail avec ces sommes dérisoires, pendant que ces riches messieurs pillent le pays pour se remplir les poches et que d'autres dépensent par milliards les deniers publics, pour l'achat des armes rien que pour consolider leur pouvoir.

CÔTE D'IVOIRE

UN BEL EXEMPLE DE SOLIDARITÉ

Depuis la création du CECOS (centre de commandement des opérations de sécurité) qui ne cesse de terroriser les populations, des habitants dans certains quartiers ont commencé à cultiver la solidarité entre eux pour mieux se défendre.

C'est le cas de la population d'Adjamé complexe qui, il y a une semaine, a fait bloc autour d'un commerçant braqué par un agent de la police nationale. Ce dernier arrache l'argent du commerçant en le menaçant avec son arme. La population qui a suivi la scène a prêté main forte au pauvre commerçant et a exigé que le policier restitue son argent. Face

à la menace de la population, le policier fait appel au CECOS. Une fois sur les lieux, les éléments du CECOS, pour camoufler l'affaire, ont voulu embarquer et le commerçant et le policier. Mais une fois encore la population s'est opposée et a exigé que l'argent du commerçant lui soit restitué. Elle leur a fait comprendre que s'il y a quelqu'un à arrêter, c'est bien le policier qui a volé l'argent du commerçant. Face à la résistance de la population, l'argent du commerçant lui a été restitué. C'est tout honteux que ces bandits en tenue sont repartis bredouille, avec leur collègue.

ETHIOPIE**LE GOUVERNEMENT RÉPRIME
VIOLEMMENT L'OPPOSITION**

Depuis le 2 mai le gouvernement éthiopien a déclaré la guerre à toute opposition à son régime. En effet, à la suite de la publication officielle des résultats des élections législatives de mai dernier, le principal parti de l'opposition, le Parti de la coalition pour l'unité et la démocratie (CUPP) a annoncé son désaccord.

Déjà au lendemain des élections les partis d'opposition annoncent qu'il y a eu des fraudes et doutent des résultats qui vont être annoncés. Ils lancent un mot d'ordre de grève générale d'une semaine. Aussitôt le gouvernement de Meles Zénawi décrète l'interdiction de toute manifestation et grève dans le pays. En même temps il met en prison la plupart des responsables de l'opposition et des journalistes de la presse non gouvernementale. En plus lorsque des manifestants descendent dans les rues d'Addis Abeba, il lance la police et l'armée pour les réprimer violemment. Il y aurait eu plus de cinquante morts, des centaines de blessés et des milliers voire des dizaines de milliers d'arrestations. Cela déclenche des manifestations dans d'autres grandes villes du pays, et c'est principalement des étudiants qui en sont les initiateurs. Du coup personne ne tente de sortir de chez lui. Et finalement Addis Abeba est devenue, de fait, ville morte. Non seulement le gouvernement continue de réprimer toute manifestation

spontanée organisée par des étudiants, en plus il déclare que ceux qui ne reviennent pas à leur travail prennent des risques. Ensuite il annonce que tous les moyens de transport doivent reprendre leur travail, et surtout que les taxis collectifs doivent obligatoirement reprendre leurs activités sinon ils sont menacés de perdre leur licences commerciales. Concernant les commerçants, aussi bien dans les grands marchés que dans les quartiers, tous sont sommés d'ouvrir leurs boutiques. Et gare à celui qui ne s'exécute pas, certains chefs de quartiers à la solde du pouvoir sont là pour les dénoncer.

Dans les quartiers, bien des gens, particulièrement des jeunes, sont arrêtés juste parce que soupçonnés d'appartenir à l'opposition. Autant dire que la plupart des gens ont cru revenir à l'ancien régime de Meguistu Hailé Mariam. Ils ont encore dans leur esprit le régime de terreur qu'ils ont vécu à cette époque.

Certes des organisations humanitaires et certaines grandes puissances ont conseillé à Zénawi de calmer sa répression. Pour l'instant le gouvernement n'en tient pas compte. C'est un Etat de dictature comme la plupart des Etats africains. Une fois qu'un homme est arrivé à la tête du gouvernement il fait tout pour rester en place et jouir de tous les privilèges que cela représente quand on a la main dans la caisse de l'Etat.

MADAGASCAR**FAMINE ET MALNUTRITION POUR LA MAJORITÉ
BONNES AFFAIRES POUR QUELQUES-UNS**

Plusieurs organisations de charité et de lutte contre la famine font état de la situation catastrophique qui prévaut dans le sud-est de l'île notamment dans la région de Vangaindrano. Selon elles 8 500 enfants souffrent de malnutrition aiguë pendant que 600 autres ont besoin d'un secours d'urgence pour ne pas mourir de faim. La côte sud-est n'est pas particulièrement défavorisée par la nature. C'est elle qui produit par milliers de tonnes des fruits appelés litchis. Une foire au litchis se tient cette année le 25, 26 et 27 novembre à Mananjary, localité située à quelques encablures de la région sinistrée. Cette foire est destinée à attirer et séduire d'éventuels businessmen, des négociants qui viendraient sur place passer des commandes ferme en vue d'approvisionner les grands circuits de distribution des villes de France et d'autres pays d'Europe pour les fêtes de fin d'année. Certains d'entre eux sont des anciens commerçants d'origine indienne ou chinoise, voyageant avec plusieurs passeports (Malgache ou Français) selon ce qui les arrange sur le moment. Plusieurs se sont associés pour acheter un bateau pouvant embarquer des centaines de tonnes de litchis et autres fruits exotiques depuis Toamasina (ex Tamatave) jusqu'au port d'Anvers en Belgique. De là, des cargaisons rejoignent les grandes villes de France. La majorité de la population de toutes ces régions vit dans la misère pendant que les ressources agricoles telles que

les fruits, le café, le girofle, le poivre, la vanille... figurent en bonne place des produits exportables recensés. Il faut ajouter à cela les produits de la mer pêchés au large et les richesses minérales du sous-sol. Les promoteurs de cette foire ainsi que le gouvernement ne s'intéressent pas du tout au sort de milliers de gens qui, eux, n'ont même pas quelque chose à manger. Même quand les gens ou leurs enfants travaillent, ils ne touchent pas suffisamment pour vivre décemment. Le responsable d'un organisme appelé Conseil National de Secours (CNS) en lien avec le ministère de l'agriculture et celui de la santé ainsi que le responsable de cette région ont instauré un programme "vivre contre travail". Cela consiste à faire participer les bénéficiaires d'un peu de nourriture à des travaux pénibles dits de désenclavement et de développement de la région. Tout cela est destiné à attirer les banques et autres bailleurs de fonds qui seuls comptent vraiment selon les dires du chef de la région lui-même.

Cette partie du pays n'est malheureusement pas la seule à être victime de la chasse aux devises qui seule préoccupe les classes possédantes et les dirigeants du pays. A des degrés divers, l'immense majorité de la population en particulier les habitants du sud-ouest semi-aride ne fait que survivre difficilement. Beaucoup parmi les gens valides finissent par émigrer

en direction de la capitale où ils assurent des travaux domestiques ou des menus services en échange de quelques pièces, d'un abri ou d'un peu de nourriture. Selon le journal "Midi Madagascar" qui par ailleurs ne tarit pas d'éloges en direction des responsables politiques, "jamais le pays n'a vu autant de misérables et de pauvres qu'aujourd'hui. Pire aucune perspective d'amélioration ne leur est offerte. Sans parler de la corruption qui a atteint en quelques années une proportion phénoménale". Le président Marc Ravalomanana a effectué de nombreuses visites surtout aux Etats Unis. Du 8 au 10 novembre il s'est rendu à l'île Maurice voisine où il a déclaré devant des hommes d'affaires que l'Etat se penche actuellement sur la réforme des textes concernant l'agriculture afin de faciliter l'accès des investisseurs à l'acquisition de terrains à Madagascar.

Le langage du président, qui lui-même est à la tête d'un grand groupe de produits laitiers, et sa politique ne déplaisent pas aux dirigeants des grandes banques mondiales puisque le conseil d'administration du Millenium Challenge Corporation (MCC) siégeant à Washington, aurait

accordé (avec beaucoup d'effets d'annonce), une sorte de prime de bonne gouvernance d'un montant de 110 millions de dollars pour le compte de l'année 2005. En réalité, seule une infime partie aurait été réellement décaissée après de nombreuses tractations. Ce bailleur de fonds et d'autres incitent les dirigeants malgaches à améliorer l'Etat de quelques "villes pilotes" qui intéressent les agences de tourisme. Mais même dans ces quelques villes, les sommes, de toute manière insuffisantes, atterrissent dans les poches des dirigeants nationaux régionaux et municipaux, ainsi que dans celles de leurs clans respectifs. Les rues sont jonchées de détritibus qui fermentent et génèrent des maladies diverses et ce n'est pas prêt de changer.

Les dirigeants malgaches sont contents d'apprendre que le pays est à nouveau déclaré éligible par cette même institution pour l'année fiscale 2006. Cela prêterait à sourire et on pourrait faire l'analogie avec la carotte qui fait avancer l'âne ou l'os à ronger, si ce n'était que pendant ce temps les conséquences de ces orientations politiques et économiques irresponsables ne se traduisaient pas par des milliers de victimes innocentes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.